

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

N° 234 du 28.03 au 05.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Résistance

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 Médias/Vidéos

5-1 Le ministre palestinien des affaires étrangères Docteur Ziad Abu Amr, accuse l'AFP de déformer ses déclarations.

6 Les brèves

6-1 Le gouvernement palestinien condamne la décision européenne de distinguer entre les ministres.

6-2 Le Cabinet palestinien exhorte l'UE à mettre fin à sa discrimination entre les ministres palestiniens du gouvernement d'unité.

6-3 L'Entité sioniste transforme le droit de retour des réfugiés palestiniens en une affaire économique.

6-4 1,2 millions de Palestiniens menacés par le manque de fonds de l'UNRWA.

6-5 L'UNRWA avertit d'un désastre humain dans la bande de Gaza.

6-6 Israël s'oppose à une vente d'armes à l'Arabie.

7 Dossier

7-1 Point de vue de Alain Gresh : Après le sommet arabe de Riyad, une dernière chance pour la paix ?

7-2 Point de vue de Azmi Bishara 'Initiative' VS principes.

7-3 Commémoration de la 31ème Journée de la Terre ; "Non au Mur. Non à l'Occupation".

9 Annexe

9-1 D. Asaad Abdel Rahman : Les deux inséparables : le sionisme et la colonisation.

Tiré à part :

01-04

"Nous soulignons que nous ne reconnaissons pas et ne reconnaitrons jamais le droit d'Israël à exister sur un seul pouce de territoire palestinien", a dit Faouzi Barhoum, porte-parole du mouvement. "Nous ne renoncerons pas à la résistance à l'occupation sioniste avant la libération de tout le territoire palestinien.

(Reuters)

Al-Qassam : L'occupation sera surprise par de nouveaux moyens militaires à Gaza

Les brigades du martyr Ezzidin Al-Qassam ont affirmé qu'elles ont prêtes à confronter toute nouvelle agression israélienne avec des moyens militaires tous nouveaux.

En effet, Abou Obaïda, le porte-parole des brigades du martyr Ezzidin Al-Qassam, branche militaire du mouvement de la résistance Hamas, a affirmé que la menace sioniste incessante n'est qu'un langage montrant l'incapacité d'"Israël" à affronter la formation du nouveau gouvernement palestinien d'union nationale, à affronter ses propres crises, à affronter la montée en puissance de la résistance palestinienne qui n'accepte pas le fait accompli qu'"Israël" veut imposer en divisant la patrie en deux : la Cisjordanie et la bande de Gaza, afin de traiter chaque partie de façon distincte.

Les factions palestiniennes s'attendent à une invasion sioniste à tout moment, vu tous les mouvements sur le terrain, les survols incessants de l'aviation de l'occupation dans le ciel de la Bande, dit le porte-parole d'Al-Qassam.

Nous n'avons rien à perdre, son invasion ne sera certainement pas une balade ni une partie de plaisir ; la résistance palestinienne ne le recevra pas avec des fleurs, mais avec des balles, des bombes et des explosifs ; Gaza sera son cimetière par de nouvelles tactiques et une grande prédisposition.

CPI

Le ministre israélien de la guerre donne le feu vert pour la reprise des assassinats ciblés à Gaza

30-03

Peretz a donné le feu vert aux chefs de l'armée de l'occupation israélienne pour lancer une série d'opérations d'assassinats ciblés contre les leaders et les cadres de la résistance palestinienne dans la bande de Gaza en annulant ainsi la trêve signée avec les Palestiniens.

Peretz a dit que l'armée israélienne ne restera pas les bras croisés devant le renforcement de la force du Hamas et d'autres factions de la résistance palestinienne dans la bande de Gaza.

Il a ajouté qu'il va utiliser la force pour faire stopper les missiles de la résistance palestinienne en disant : "Nous n'accepterons pas que la bande de Gaza se transforme en un autre Liban ».

Peretz a dit à la radio hébreu qu'il donne le feu vert à l'armée israélienne pour prendre en cible tout groupe palestinien lançant des missiles sur des objectifs israéliens dans les territoires palestiniens occupés en 1948.

CPI

Cathy & Marc

28-03 au 05.04 : Peuple Palestinien : 2 tués - 3 blessés
Occupants : 0 tué - 1 blessé

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

01-04

Le président Abbas a appelé Israël à "prendre des mesures constructives" pour répondre à l'initiative de paix arabe.

"J'appelle le gouvernement israélien à prendre des mesures constructives pour répondre à l'initiative de paix présentée par les pays arabes"
(AP)

1-1 Processus de paix.

03-04

Al Barghouthi : Olmert a "éludé" l'initiative de paix arabe et a essayé de passer sur les droits palestiniens légaux

Le gouvernement Palestinien a averti de l'appel du Premier Ministre israélien Ehud Olmert aux pays arabes à s'asseoir pour négocier avec lui. Dr. Mustafa Al-Barghouthi, ministre de l'Information à l'Autorité Nationale Palestinienne, a accusé le gouvernement israélien d'occupation de tenter d'échapper à ses obligations politiques pour une solution juste et pacifique dans la région.

IPC

1-2 Les analyses (du processus de paix).

30-03

Khaled Michael a affirmé que le mouvement du Hamas ne se soucie pas de satisfaire l'entité sioniste ; il est concerné par la levée du siège et des souffrances imposés sur le peuple palestinien.

Khaled Michael, président du bureau politique du mouvement de la résistance islamique Hamas, note que l'accord du Hamas avec l'initiative arabe ne signifie guère l'absence de désaccords sur quelques détails.

Le mouvement du Hamas ne laisse jamais tomber les droits et les principes, le retour des réfugiés et des déportés, affirme-t-il.

CPI

04-04

Le Comité exécutif de l'Organisation de la Libération de Palestine (OLP) s'est déclaré, mercredi, satisfait des conclusions du Sommet de Riyad. Le Président a souligné la nécessité de trouver les mécanismes nécessaires pour l'implémentation de cette initiative.

Il a renouvelé son appel à la tenue d'une conférence internationale pour la Paix à la quelle participent toutes les parties concernées afin d'implémenter toutes les résolutions de la légalité internationale.

Wafa

04-04

Le ministre des Affaires étrangères, Ziad Abou Amr déclare : "Je pense que le Premier ministre Olmert n'est pas prêt à entamer des négociations sérieuses avec les Arabes", "S'il avait seulement dit qu'il était prêt à parler aux Arabes pour en finir avec l'occupation" depuis 1967 des territoires palestiniens, "alors il n'y aurait aucun obstacle" à une solution pacifique, a estimé Abou Amr.

Nb : Ziad Abou Amr, avait déjà mis en cause Olmert : Ses déclarations "constituent des manoeuvres afin qu'il ne puisse pas faire face à l'initiative arabe" de paix. "Il met la charrue avant les boeufs, il essaie de sauter par-dessus les étapes, comme si l'occupation n'existait pas". Avec l'initiative de paix arabe nous disposons d'une proposition honnête et forte (en vue d'un échange) +paix contre territoire+", a alors déclaré le ministre.

(afp- 16h33)

1-4 Les grandes manoeuvres.

31-03

Mahmoud Abbas va demander à Angela Merkel (dont le pays assure la présidence tournante de l'Union) de faire pression sur les pays européens pour qu'ils reconnaissent le nouveau gouvernement palestinien. "Nous voulons tenter de convaincre Merkel de travailler avec le nouveau gouvernement", a fait savoir le ministre palestinien de l'Information, Mustafa Barghouti. "Nous espérons que l'UE prendra des mesures pour atténuer l'impact négatif de l'embargo".

(AP)

1-5 Négociations.

02-04

Ziad Abou Amr. (Ministre qui n'appartient ni au Hamas ni au Fatah,) a déclaré que les autorités palestiniennes travaillaient "pour obtenir le plus rapidement possible la libération de Shalit dans le cadre d'un accord honorable d'échanges de prisonniers".

(afp- 15h15)

04-03.

Le ministre Abou Amr a demandé mercredi à l'UE de coopérer avec le nouveau gouvernement "sans discrimination" entre Hamas et Fatah.

"Le gouvernement palestinien va clarifier les malentendus entre Palestiniens et communauté internationale dans les semaines à venir", a-t-il promis.

(afp- 16h33)

1-13 Déclaration et situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

01-04

« Les prisonniers et leur famille ont besoin de soutien »

Jamal Huwail, représentant officiel et prisonnier politique palestinien, a déclaré qu'en appliquant une série de décision déjà prises, « certaines souffrances » dans les prisons israéliennes peuvent être évitées. Cette déclaration va dans le sens des lois internationales et des décisions internes

1-14 Actualité dans les territoires palestiniens occupés depuis 1948

2 Politique Israélienne

30-03

Selon un récent sondage, seuls 2% des Israéliens font confiance à Olmert.

Le Kadima n'obtiendrait plus que 12 députés (contre 29),

le Likoud (droite) de Benjamin Netanyahu s'envolant avec 31 mandats (12) sur un total de 120 à la Chambre.
(AFP)

Olmert

30-03

Olmert a qualifié de "terroriste" son homologue Ismaïl Haniyeh, et l'a accusé d'avoir transféré en personne plus d'un million de dollars à une branche armée du Hamas pour qu'elle effectue des attaques contre Israël.

(Reuters)

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

01-04

L'armée israélienne prête à une incursion dans la bande de Gaza, selon la presse locale

L'armée israélienne vient de mettre fin à ses préparatifs pour une incursion d'envergure dans la bande de Gaza.

C'est ce qu'a rapporté le journal israélien « Haaretz » dans son édition du premier avril.

L'ancien chef d'état major de l'armée israélienne Dan Halutz a ordonné fin de l'année dernière la préparation pour une opération terrestre d'envergure sur Gaza et ensuite, l'infanterie, l'artillerie, les troupes blindées ainsi que le service de renseignement se sont conjointement entraînés, a précisé la même source.

CRI Online

01-04

Selon des sources officielles, le ministre Peretz, a donné des ordres militaires aux soldats israéliens de reprendre les opérations ciblées contre les groupes armés dans la bande de Gaza.

2-4 Les grandes manœuvres...

01-04

Israël a(urait) été soumis ce week-end à des pressions concordantes égyptiennes et Us pour donner rapidement suite aux ouvertures de paix faites jeudi par les dirigeants arabes réunis .

Ils veulent obtenir qu'Israël saisisse cette perche et s'assoie "le plus tôt possible" avec le comité arabe, a précisé un haut diplomate.

(Reuters)

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

30-03

Droit des Palestiniens au retour : la Ligue de Beit al-Maqdes au Liban a proclamé son attachement aux valeurs palestiniennes tout entières, avec en tête celle concernant le droit au retour en Palestine, refusant toute concession ou abandon.

Sana

31-03

Un responsable Egyptien du passage de Rafah a indiqué que le passage avait fermé après il était ouvert deux jours successifs devant le mouvement de voyageurs palestiniens qui attendaient au frontière entre Gaza et Egypte.

IPC

01-04

Les autorités de l'occupation israélienne ont imposé, la nuit dernière, un siège de sécurité total sur tous les territoires palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza jusqu'au 9 avril 2007, après la fin des fêtes juives.

CPI

01-04

Arrêtés pour avoir planté des graines d'olivier ?

En commémoration de la journée de la terre palestinienne, plusieurs marches et manifestations pacifiques ont eu lieu à travers les territoires occupés vendredi.

Dans le nord de la Cisjordanie, les forces israéliennes ont procédé à l'arrestation de trois jeunes palestiniens à Rafah.

PNN

03-04

Le Directeur général des passage M. Nazmi Mohanna, a annoncé, mardi, la réouverture du passage de Rafah.

Dans un communiqué faxé à Wafa, M. Mohanna a indiqué " le côté israélien nous apprend ce matin que le passage de Rafah qui relie la Bande de Gaza au monde extérieur serait ouvert mercredi et jeudi.

Wafa

05-04

Les forces de l'occupation israélienne ont interdit cet après-midi, le 4 avril, à l'ingénieur Wasfi Qabha, ministre d'Etat dans le gouvernement palestinien, de quitter les territoires palestiniens occupés.

[CPI](#)

2-13 Prisons & tortures.

02-04

L'occupation détient 80 mineurs d'âge dans la prison israélienne d'Ofer

Le représentant des captifs palestiniens dans la prison israélienne d'Ofer installée près de la ville de Ramallah en Cisjordanie, le captif Nabil Abou Koubaita, a affirmé que les autorités de l'occupation israélienne détiennent plus de 80 captifs mineurs qui ont moins de 18 ans dans la prison d'Ofer.

[CPI](#)

02-04

Les Forces d'Occupation Israélienne (FOI) ont arrêté, aujourd'hui, onze citoyens en Cisjordanie.

Selon un correspondant de Wafa, des soldats israéliens ont attaqué le camp de réfugiés d'Azza et le village de Beit Fogar, au nord de Bethléem, arrêtant sept citoyens, qui ont été conduits dans un lieu inconnu.

[Wafa](#)

2-14 En Irak

05-04

600 réfugiés palestiniens tués en Iraq

Le président de la délégation des Nations Unies dans la région a déclaré que 600 Palestiniens ont été tués en Iraq depuis l'occupation américaine du pays, il y a quatre ans.

[CPI](#)

3 Politique Internationale des territoires occupés

1 Pays Arabes & voisins

Syrie

30-03

Le président al-Assad qualifie le sommet de Ryad "sommet du retour à l'espoir"

Le président Bachar al-Assad a affirmé que les circonstances actuelles dans la région doivent nous inciter à tenir fermement à notre solidarité, à nos droits, à nos intérêts et à la ligue Arabe "ce qui serait un message fort aux forces qui convoitent notre terre et nos richesses et qui s'étaient crus capables de nous outrepasser, de décider de notre sort et de nous imposer leur volonté, leur confirmant que nous sommes une nation qui ne se soumet pas à l'injustice et au blocus et qui refuse de marchander les droits".

[Sana](#)

01-04

Le président Bachar al-Assad a examiné aujourd'hui avec Mme. Carine Abou Zeid, commissaire général de l'UNRWA, les services sociaux et les aides qu'offre l'Organisation aux réfugiés palestiniens, et la possibilité de les accroître.

Les deux parties se sont accordées de poursuivre leur coopération et leur coordination dans ce cadre.

Mme. Abou Zeid a apprécié, de son côté, les efforts déployés par la Syrie pour aider les réfugiés palestiniens.

[Sana](#)

03-04

Le vice-ministre Affaires étrangères, M. Fayçal Miqdad, a affirmé que la stabilité et la prospérité dans la région arabes ne pourraient se réaliser sans le retrait total israélien de tous les territoires arabes occupés conformément aux résolutions de la légalité internationale et à l'initiative arabe.

[Sana.](#)

2 Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies

Onu

03-04

Le Secrétaire-général de l'ONU, M. Ban Ki-moon a salué, le fait que les initiatives de paix arabes montrent une volonté de rapprocher Israël de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP).

Répondant à une question sur la levée des sanctions financières sur l'Autorité palestinienne, Ban Ki-moon a dit que cela dépendrait de la performance du gouvernement palestinien.

[Wafa](#)

03-04

Alvaro de Soto, envoyé spécial de l'Onu au [Proche-Orient](#), démissionnera de ses fonctions le mois prochain, a-t-on appris mardi de sources diplomatiques.

Le diplomate péruvien, qui travaille pour les [Nations unies](#) depuis un quart de siècle, occupe ce poste depuis août 2005.

On précise de même source qu'une incertitude plane sur le maintien de cette fonction d'envoyé spécial de l'Onu au [Proche-Orient](#).

Le départ de Soto, ajoute-t-on, pourrait permettre de nommer un émissaire non plus de la seule [Onu](#), mais du Quartet international des médiateurs de paix au [Proche-Orient](#), qui regroupe l'Onu, les [Etats-Unis](#), l'Union européenne et la [Russie](#).

Le dernier émissaire en date du Quartet, James Wolfensohn, a démissionné il y a un an.

(Reuters)

6 Ue

01-04

L'Union européenne assure la prestation des services publics palestiniens

Plus de 77'000 personnes travaillant dans les services publics ainsi que les retraités de ces branches bénéficient des subventions sociales délivrées par l'Union européenne.

[Mario Mariani - PNN](#)

01-04

La chancelière Merkel a exhorté le nouveau gouvernement d'union palestinien à reconnaître Israël et à renoncer à la violence : "Nous appelons les membres du gouvernement d'union à souscrire aux principes du Quartet (...) afin de faire avancer le processus de paix".

(Reuters)

02-04

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne sont convenus samedi en Allemagne de traiter avec les membres du gouvernement d'union n'appartenant pas au Hamas.

L'entourage d'Angela Merkel a cependant précisé qu'aucune rencontre n'était prévue avec des membres du gouvernement palestinien....

(Reuters)

03-04

La chancelière allemande et présidente en exercice de l'Union européenne, a déclaré le premier avril à Jérusalem que l'Union européenne désirait apporter son aide à la Palestine et à Israël afin de parvenir à la paix. Pour beaucoup, Angela Merkel voulait « battre le fer lorsqu'il est chaud » et profiter de l'ambiance favorable due aux efforts diplomatiques récents, pour faire rayonner l'influence de l'Union européenne dans le processus de paix. Mais, ce voyage n'a pas donné de résultats véritables.

CRI Online

2 Europe

2 France

02-04

Le ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, a affirmé : "La communauté internationale doit engager progressivement un retour de l'aide au ministère des Finances des territoires palestiniens sous réserve que le gouvernement d'union nationale soit au rendez-vous des engagements pris et qu'il fasse des gestes supplémentaires et en particulier la libération du caporal Shalit".

"Aujourd'hui, de grandes responsabilités incombent au gouvernement d'union nationale", a dit M. Douste-Blazy.

"La libération de **notre compatriote** doit intervenir désormais sans délai".

"C'est le prochain pas que nous attendons du gouvernement palestinien et qui nous amènera à conforter et confirmer le positionnement que nous prenons aujourd'hui".

(afp- 15h15)

4 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

a) Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

Al-Quds

30-03

Des sources médicales dans l'hôpital de bienfaisance d'Al-Maqacid disent que le jeune adolescent Mohammed Awida, avait été blessé par les soldats de l'occupation, à proximité du mur discriminatoire de séparation.

En effet, lui et plusieurs autres jeunes Palestiniens ont été la cible de tirs effectués par les soldats de l'occupation vers ce maudit mur, non loin de l'aéroport de Qalandia.

CPI

05-04

Des soldats israéliens qui patrouillaient dans le désert entre Jérusalem et Jéricho ont tué un homme jeudi soir, a annoncé Tsahal..

Tsahal a ouvert une enquête pour éclaircir les circonstances de cet incident..

Elle a d'ores et déjà gelé ses activités dans cette région, une mesure exceptionnelle qui laisse supposer qu'elle a des raisons **de penser que ses hommes sont fautifs**.

AP

Jénine.(au nord de la Cisjordanie)

29-03

Ahmed Essa'sah, 22 ans, a été tué ce matin à l'aube par l'armée lors d'une invasion dans le district de Jénine.

Les témoins rapportent que la résistance armée a riposté à l'invasion, et le jeune homme est décédé au cours des affrontements violents qui s'en sont ensuivis.

L'armée a par ailleurs arrêté 15 Palestiniens recherchés durant l'invasions de villes et villages de Cisjordanie.

PNN

04-04

"Un soldat a été blessé quand des Palestiniens ont ouvert le feu contre une patrouille de l'armée qui opérait dans le camp de réfugiés de Jénine", "Le soldat a reçu les premiers soins sur place et a ensuite été évacué vers un hôpital en Israël, où ses blessures ont été qualifiées de sérieuses", a a indiqué à une porte-parole des agresseurs.

Dans un appel les résistants de la Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, ont affirmé avoir ouvert le feu dans la nuit contre des soldats israéliens à l'intérieur du camp de Jénine.

(afp- 08h12)

Naplouse. (dans le nord de la Cisjordanie)

camp de réfugiés de Balata

03-04,

L'armée a blessé mardi à l'aube Ahmed Sanakrah, responsable local des Brigades Al Aqsa (Fatah), lors d'une invasion dans le camp, Son état de santé est jugé critique.

L'homme a été touché lors d'affrontements dans les rues et ruelles du camp alors qu'il tentait, avec d'autres militants, de repousser l'invasion. Les forces israéliennes ont attaqué la ville endormie vers deux heures du matin, rapportent les témoins.

PNN. -Afp- 08h12)

b) Bande de Gaza - Au jour le jour

Beit Hanoun. (Nord de la bande de Gaza)

04-03

Des soldats israéliens en civil, appuyés par des hélicoptères, sont entrés dans le Territoire et ont encerclé une maison dans le secteur de Beit Hanoun

Le résistant Ramez Awad Al-Zaanin a été tué, et un deuxième a été blessé, et le troisième arrêté. on évoquait des résistants du Jihad islamique.ont précisé les responsables palestiniens.

Tsahal a ensuite empêché les ambulances palestiniennes de se rendre sur le lieu de la fusillade, ont ajouté les responsables de la sécurité palestinienne.

(AP)

4-2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.175
Palestiniens blessés	: 50.584
Internationaux blessés	: 175 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.065
En prison :	:11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 92
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275
2-2 <u>Occupants:</u>	
Israéliens tués	: 1.112 (343 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.143 (290 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

SIS : 5056 palestiniens tués, 49948 blessés et 10400 arrêtés depuis 2000

02-04

Le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa du 29 août 2000 au 28 Février 2007, a atteint 5056 tués, dont des femmes et des enfants, tandis que le nombre des blessés a atteint 49948 blessés.

Un rapport publié par le Centre national palestinien d'Information (PNIC) qui appartient au SIS (State Information Service), mentionne que "le nombre de femmes tués est 351 femmes, et 150 malades ont trouvé la morte aux check point militaires et aussi 66 d'autres ont été frappés jusqu'à a mort par les colons extrémistes.

Quant au personnel du secteur médical, 36 fonctionnaires ont été tués en plus de 9 autres personnes du personnel de la Défense civile, également 9 journalistes et ouvriers dans la presse ont été assassinés à côté de 220 athlétiques.

Le nombre de prisonniers et de détenus qui sont encore emprisonnés 10400 palestiniens, dont 553 ont été emprisonnés avant l'Intifada d'Al-Aqsa, tandis que le nombre de prisonniers étudiants dans des écoles ou universités est arrivé à **11775 prisonniers** et d'ailleurs 330 enfants au moins de 18 ans. En outre, 1150 prisonniers souffrent des maladies chroniques, pourtant, 118 prisonnières sont encore détenues. A Propos des prisonniers dans le domaine de l'Education, 106 professeurs et employés du ministère de l'Education supérieur ont été détenu par les forces de l'occupation israélienne.

D'une part, le rapport de PNIC se réfère également au total de maisons endommagées totalement ou partiellement; 72437 maisons, dont 30871 maisons ont été complètement, parmi lesquelles 4785 maisons se situent dans la bande de Gaza jusqu'à 31 Oct. 2006.

D'autre part, le nombre de maisons qui ont été endommagées partiellement atteint 63842, dont 23622 maisons se trouvent dans la bande de Gaza.

Le nombre de bâtiments et d'équipements appartenant au secteur public et à la sécurité soit endommagés complètement soit partiellement vaut 645 bâtiments jusqu'à Juillet 2006. 12 universités et écoles ont été fermées à cause des commandes militaires jusqu'à 8 Août 2006; 1125 associations éducatives ont été suspendues en raison de l'agression israélienne.

Pourtant, le nombre d'établissements du ministère de l'Education qui ont été affectés par le bombardement israélien ordonné de la part des troupes israéliennes, est 359 établissements et 43 écoles sont tournées aux postes militaires.

Selon le rapport, A Propos des martyrs du domaine de l'Education, 848 personnes ont été tués et 4792 d'autres ont été blessés par les tirs de soldats israéliennes.

Selon les violations israéliennes au secteur agricole, le rapport clarifie que la superficie des terres qui a été rasé est mesurée de 80712 dunums. 13572896 arbres ont été déracinés si bien que 784 magasins agricoles ont été démolis par l'occupant israélien, en ajoutant 788 fermes avicoles ont été démolis.

33792 dunums équipés de réseaux d'irrigation et 425 puits d'eau ont été détruits. Les clôtures des régions agricoles qui ont été détruites, sont mesurées de 631.182 mètres en arrachant 979.239 mètres de réseau principal d'eau.

Le nombre de fermiers qui ont subi à des pertes en raison des agressions israéliennes a atteint 61195, où le nombre de pépinières détruits a atteint 16, en plus d'endommager 16 tracteurs et de divers équipements agricoles.

Le rapport déclare aussi que le nombre d'ouvriers en chômage, selon les résultats collectés jusqu'à 30 Septembre 2006, a atteint 288.300 (30,3%), où le pourcentage de la pauvreté dans les territoires palestiniens atteint 70%.

Les violations israéliennes contre les journalistes ont atteint 1147 violations, où le nombre des check points installés par les forces de l'occupation est 5001.

La superficie des terres palestiniennes qui ont été confisquées est mesurée de 247291 dunums pour la construction du mur de séparation en Cisjordanie et l'est de Jérusalem occupée au même temps que 432 installations industrielles sont endommagées, selon le ministère de l'économie nationale.

IPC

02-04

Le rapport indique que le pourcentage de chômeurs a atteint 30.3% selon les statistiques du premier quart de l'année 2006, en soulignant que le nombre de chômeurs a atteint 288300 personnes jusqu'au mois de septembre 2006.

Il a également souligné que le pourcentage de pauvreté dans les territoires palestiniens a atteint plus de 70% à cause des fermetures continuelles et du siège injuste et sévère imposés contre le peuple palestinien

CPI

5 Médias/Vidéos

5-1 Le ministre palestinien des affaires étrangères Docteur Ziad Abu Amr, accuse l'AFP de déformer ses déclarations.

L'Agence France Presse AFP a cité incorrectement les déclarations faites par le Ministre palestinien des Affaires Etrangères, Docteur Ziad Abu Amr, deux fois en deux jours d'affilée, a dit le Ministre mardi.

IMEMC a reçu une copie du communiqué de presse dans lequel Abu Amr exprime sa déception que l'AFP l'ait incorrectement cité, prétendant qu'il avait dit qu'il se réjouissait de la décision de l'Union Européenne de coopérer avec les ministres n'appartenant pas au Hamas, alors qu'il a en fait déclaré qu'il appelait l'Union Européenne à considérer le gouvernement palestinien comme un seul bloc.

L'AFP a modifié son rapport le jour même, a dit le Ministre, et a cependant refait l'erreur le lendemain.

L'AFP a en effet rapporté qu'Abu Amr aurait dit que le nouveau gouvernement palestinien reconnaissait Israël, au cours d'une conférence de presse avec son homologue français, M. Philippe Douste-Blazy.

Toutefois, la déclaration originelle du Ministre palestinien dit que le profil politique du gouvernement d'unité insistait sur la reconnaissance des accords signés par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), y compris les accords d'Oslo et la Déclaration de Principes.

03-04

Source : IMEMC

Traduction : MR pour ISM

01-04

Le Hamas participe au sit-in de solidarité avec le journaliste britannique enlevé

Une délégation de leaders du mouvement Hamas a participé, hier soir 01/4, dans la tente consacrée au sit-in organisé dans la cour du soldat inconnu près du conseil législatif palestinien dans la bande de Gaza en solidarité avec le journaliste britannique, Alan Johnston, enlevé depuis trois semaines.

CPI

03-04

Des journalistes palestiniens ont entamé lundi une grève de trois jours pour protester contre l'enlèvement du correspondant de la BBC, Alan Johnston.

A Gaza 700 journalistes, intellectuels et travailleurs humanitaires palestiniens ont manifesté

AP

6 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

6-1 Le gouvernement palestinien condamne la décision européenne de distinguer entre les ministres.

Le gouvernement palestinien a annoncé son refus total à la décision des ministres des affaires étrangères des pays européens de continuer le boycott de certains ministres palestiniens qui appartiennent au mouvement du Hamas.

Le ministre palestinien de l'information, Mustafa Al-Barghouthi a dit que le gouvernement et la présidence palestinienne refusent toutes les tentatives de distinction entre les ministres palestiniens.

Al-Barghouthi a ajouté dans un communiqué que tous les ministres palestiniens ont les mêmes droits et devoirs et qu'ils sont membres dans une seule équipe en déclarant que le programme du gouvernement palestinien représente tous les ministres palestiniens sans différence.

Il a également dit que le gouvernement palestinien que tout contact avec l'un de ses ministres est considéré comme une rencontre avec tous ses membres, et que tous les ministres présentent les rapports de leurs rencontres et activités au Premier ministre, Ismaïl Haniyeh.

Al-Barghouthi a appelé tous les côtés internationaux à reconnaître le nouveau gouvernement d'unité nationale sans différencier entre ses membres.

D'autre part, le ministre palestinien d'information a affirmé dans une déclaration au journal allemand « Dir Chbigil » que l'occupation israélienne refuse l'initiative arabe en déclarant qu'il n'est pas juste d'adopter les conditions et les obstacles des autorités de l'occupation israéliennes contre les palestiniens.

Les ministres européens des affaires étrangères ont exprimé, hier samedi 01/04, lors de leur conférence qui a lieu à Breme en Allemagne, leur soutien à l'initiative arabe et se sont accordés de travailler avec les ministres du gouvernement palestinien d'unité nationale qui n'appartiennent pas au mouvement du Hamas.

CPI

6-2 Le Cabinet palestinien exhorte l'UE à mettre fin à sa discrimination entre les ministres palestiniens du gouvernement d'unité.

GAZA - IPC

Le Cabinet palestinien a exhorté l'Union européenne, hier lundi, de changer sa politique sélective concernant le traitement avec les ministères du gouvernement d'Union nationale. Lors de la troisième réunion du Cabinet palestinien, Le cabinet a critiqué la discrimination de l'Union Européenne entre différents ministres palestiniens sur la base de l'affiliation politique.

Lors de la troisième réunion du Cabinet palestinien, Le cabinet a critiqué la discrimination de l'Union Européenne entre différents ministres palestiniens sur la base de l'affiliation politique. Le premier ministre palestinien Ismaïl Haniyeh a déclaré que " le gouvernement d'unité fonctionne comme une équipe. " Le Cabinet a rejeté la politique double-standard de l'UE, le décrivant comme " assaut sans précédent sur le choix des palestiniens. "

Concernant le Sommet arabe dans Riyadh, le premier ministre a applaudi l'adhérence arabe aux principes inchangeables des Palestiniens, et leur décision pour casser le siège et pour soutenir le gouvernement palestinien d'unité. Quant à la réaction négative israélienne vers le sommet arabe, Haniyeh a indiqué qu'il représente le rejet fréquent d'Israël de n'importe quel accord juste de paix qui pourrait finir la douleur des palestiniens.

Le Cabinet palestinien a également condamné les menaces israéliennes pour prendre des mesures militaires contre la bande de Gaza.

SOURCE : IPC+agences

6-3 L'Entité sioniste transforme le droit de retour des réfugiés palestiniens en une affaire économique.

Le docteur Ghazi Hamad, porte-parole du gouvernement palestinien, dans la conférence organisée sous le slogan « Notre unité est le chemin de notre retour » par le mouvement de la résistance islamique Hamas, a dit : « Il n'est pas nécessaire de beaucoup parler du droit de retour, car Allah a donné le droit à tout un chacun de vivre où il est né ».

Loin de toutes les tractations, les lois, les conférences, les documents, elle est notre terre à nous sur laquelle nous sommes nés, où nous avons grandi ; nous avons alors le droit d'y vivre, a-t-il ajouté.

Hamad continue en accusant l'Entité sioniste de refuser le droit de retour aux réfugiés palestiniens pour se libérer de sa responsabilité d'avoir chassé les Palestiniens de leurs terres et de leurs maisons, de sa responsabilité d'avoir chassé les vrais propriétaires pour les remplacer par des étrangers venant de partout dans le monde.

De plus, les autorités de l'occupation israélienne veulent que ce peuple reconnaisse son Etat sans avoir pour lui-même la moindre souveraineté nationale sur sa terre et sur sa patrie !

CPI
30-03

6-4 1,2 millions de Palestiniens menacés par le manque de fonds de l'UNRWA.

L'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) affirme que son aide d'urgence pourrait être suspendue suite à un manque de fonds nécessaires. Dans une déclaration à la presse, le porte-parole de l'UNRWA à Gaza Adnan Abu Quais a qualifié la situation actuelle de "dangereuse". Il a affirmé: "Si des financements importants ne sont pas offerts à l'Agence, plus d' 1,2 millions de Palestiniens perdront les soins et les infrastructures auxquels ils ont accès."

Le débat au sujet de l'UNRWA a commencé début 2007 lorsque le gouvernement israélien a forcé son directeur en Cisjordanie, Anders Fange, à démissionner. L'UNRWA a alors été forcée de faire des coupes budgétaires dans les écoles et a menacé de couper les financements de la santé suite à un manque de fonds. Le porte-parole a affirmé aujourd'hui que l'Agence n'a réussi à couvrir qu'11% de ses besoins, soit 28 millions sur les 246 nécessaires au fonctionnement de cet organisme de l'ONU.

PNN

6-5 L'UNRWA avertit d'un désastre humain dans la bande de Gaza.

Le chef du bureau de l'UNRWA (Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, dans le Proche-Orient) a averti d'un désastre humaine à la bande de Gaza.

Il a ajouté que l'UNRWA avait offre toutes les aides aux habitants du village d'Um Al Nasser, où d'eau d'égouts avait bombé, le moins derniers, conduire à la décédé de Six Palestiniens.

L'UNRWA (agence onusienne en charge des réfugiés) a indiqué que plus de 250 habitations ont été submergées par un torrent de boue et de déchets, mardi matin, suite à l'effondrement du mur d'une immense fosse septique près du village d'Um Nasser dans le nord de la bande de Gaza.

Situé au nord de Gaza, ce village a été totalement dévasté. La plupart des 3000 habitants ont fui ou ont été évacués. La dévastation a été provoquée lorsqu'un des bassins qui fait partie de l'usine de traitement des eaux d'égouts de Beit Lahya a dépassé sa capacité maximum. Construite en 1976, l'usine était prévue à l'origine pour desservir jusqu'à 50.000 habitants au nord-est de Gaza. La population totale aujourd'hui desservie par l'usine dépasse les 200.000.

Au même texte, le déluge d'eaux d'égouts qui a balayé le village d'Um Al Nasser au moment où les berges d'un bassin de décantation des égouts a éclaté. Deux femmes âgées, deux enfants et une adolescente sont parmi les morts. Les Dix huit autres personnes ont été blessées et 11 personnes manquent toujours.

Au moins 96 maisons ont été endommagées ou détruites par l'inondation et près de 300 familles ont été obligées de fuir leurs maisons. L'UNRWA a installé un camp avec environ 250 tentes qui peuvent abriter jusqu'à 800 personnes. Elle fournit également des rations de nourriture aux personnes déplacées.

Egalement, l'UNRWA a envoyé un group d'architectures qui ont affirmé que le village d'Um Al Nasser besoin de restauration 101 maisons et construire 7 maisons.

Un désastre environnemental imminent dû aux attaques aériennes israéliennes ;

Le maire de la ville, Majid Abu Ramadan a averti que si les Israéliens continuaient à limiter le travail de réparation effectué par la municipalité, Gaza affronterait une catastrophe environnementale.

Le maire de la ville a confirmé qu'il avait peur que la ville soit submergée par les eaux usées si les attaques se poursuivaient contre les stations d'épuration qui traitent les eaux usées, et les canalisations qui acheminent l'eau vers les secteurs résidentiels.

Abu Ramadan a déclaré que les attaques aériennes israéliennes sur la Bande de Gaza avaient fait éclater les canalisations et causé des dégâts au traitement des eaux usées.

IPC

6-6 Israël s'oppose à une vente d'armes à l'Arabie.

Israël s'oppose à un projet américain de vente d'armes sophistiquées à l'Arabie comprenant des armements guidés par satellite, a rapporté jeudi le New York Times.

Selon le site internet du journal américain, des responsables israéliens, dont l'ancien ministre de la Défense Shaul Mofaz, ont fait pression sur Washington au cours des derniers mois pour bloquer en partie la vente des armes aux Saoudiens et à d'autres pays non précisés du Moyen-Orient, un projet estimé entre cinq et dix milliards de dollars.

Le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack, s'est abstenu de confirmer qu'Israël fasse pression sur Washington, mais il a reconnu que les ventes d'armes américaines à plusieurs pays du Golfe faisaient l'objet de discussion avec ces pays et avec le Congrès américain.

"Nous travaillons avec l'Arabie Saoudite, des Etats du Golfe, sur leur besoins défensifs compte tenu des défis stratégiques dans le Golfe", a-t-il indiqué. "Je qualifierais cela de discussions en cours. Il n'y a pas encore de décision finale".

Les Etats-Unis ont néanmoins l'intention de préserver "l'avantage qualitatif" qu'ils accordent traditionnellement à Israël en matière d'armement, a-t-il souligné.

"En ce qui concerne ce qu'on appelle l'avantage militaire qualitatif, c'est une chose que nous sommes engagés à aider Israël à maintenir pour un certain nombre de raisons: pour ses besoins défensifs, en raison du caractère dissuasif de cet avantage et aussi pour permettre à Israël de prendre des risques calculés dans l'intérêt de la paix", a-t-il déclaré.

"Nous sommes engagés envers la sécurité d'Israël", a-t-il poursuivi. "Nous sommes également engagés envers nos relations historiques --de bonnes et solides relations-- avec d'autres Etats de la région, y compris l'Arabie Saoudite".

Selon le New York Times, qui cite des responsables américains non identifiés, Israël craint notamment que la vente à l'Arabie d'armes positionnées dans le ciel et bénéficiant d'une grande précision puisse entamer la supériorité de son armée dans la région.

Le journal ajoute que l'opposition israélienne a introduit une incertitude dans le projet de l'administration américaine de renforcer les forces armées du Golfe face à l'Irak, pour montrer que malgré ses déboires en Irak, Washington restait engagé auprès des gouvernements sunnites arabes de la région.

(Source Afp- 04-04 22h05

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Point de vue de Alain Gresh : Après le sommet arabe de Riyad, une dernière chance pour la paix ?

Proche-Orient, une dernière chance ?

Un appel solennel lancé non seulement à l'Etat d'Israël mais aussi aux Israéliens de saisir l'occasion et de revenir à des négociations directes et sérieuses. Le sommet des pays arabes, qui s'est déroulé à Riyad les 28 et 29 mars, a adopté une déclaration pour l'établissement d'une paix globale au Proche-Orient et pour une normalisation entre Israël et l'ensemble des pays arabes, prévoyant : le retrait de l'armée israélienne de tous les territoires arabes occupés en 1967 ; la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale ; une solution juste et agréée (*agreed-upon*) du problème des réfugiés palestiniens, en accord avec la résolution 194 votée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1948 ; la sécurité pour tous les Etats de la région ; les tensions au Liban se sont aggravées depuis la guerre des 33 jours de l'été 2006 ; plusieurs dirigeants arabes ont appelé à une mobilisation contre « le péril chiite ». La montée en puissance de l'Irak a avivé ces craintes. Face à cette « menace », les Etats-Unis pensent qu'il est possible de tisser une alliance entre les pays arabes « modérés » (Arabie saoudite, Egypte et Jordanie notamment) et Israël. Mais comment y arriver sans créer un « horizon politique » pour les Palestiniens dont la cause reste centrale pour tout le monde arabe ?

Le voyage de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice dans la région, à la fin du mois de mars, devait tenter de résoudre cette quadrature du cercle. Son échec est, pour l'instant, patent. Il est vrai que le prestige des Etats-Unis est en chute libre, y compris auprès de ses alliés, et que Washington refuse la moindre pression sur le gouvernement israélien. M. Ehoud Olmert, le premier ministre le plus impopulaire qu'ait jamais connu Israël, a fermement refusé toute négociation avec M. Mahmoud Abbas sur le statut final (frontières, Jérusalem, réfugiés). Et Mme Rice s'est contentée de lancer un appel aux Arabes – qui, au même moment, rappelaient leur offre de paix –, les invitant à... s'ouvrir un peu plus à Israël. Un éditorialiste du journal *Al-Rayah*, de Qatar, remarque ironiquement : « Nous ne devrions pas être surpris si Rice demande que les Palestiniens évacuent Gaza pour que la paix s'étende dans la région. »

Cette paralysie et ce parti pris américains ont amené l'Arabie saoudite à tenter de définir une diplomatie un peu plus autonome à l'égard de l'« ami américain ». Ainsi, Riyad a parrainé l'accord de La Mecque entre le Hamas et le Fath, qui a débouché sur la formation d'un gouvernement d'union nationale palestinien. Le roi, lors de l'ouverture du sommet arabe, a dénoncé pour la première fois une « occupation étrangère illégale » en Irak. Il a aussi ouvert un dialogue avec Téhéran et avec le Hezbollah. Enfin, il a voulu montrer sa mauvaise humeur au président Bush en annulant la visite qu'il devait effectuer à la Maison Blanche en avril.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la relance de l'initiative de paix arabe. M. Olmert s'est borné à répondre qu'il était prêt à s'asseoir à la même table que l'Arabie saoudite et les pays arabes modérés. « Israël veut la normalisation des relations avec les Arabes, et rien d'autre. Mais que donnera-t-il en échange ? », s'interroge M. Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe. « La normalisation contre la normalisation » a toujours été le slogan de la droite israélienne, qui refuse de rendre l'ensemble des territoires arabes occupés en 1967. Une nouvelle fois, M. Olmert a agité la menace du « droit au retour » des réfugiés palestiniens. Pourtant, la déclaration de Riyad ne fait pas allusion à ce droit et évoque seulement une solution « juste et agréée » du problème des réfugiés, ce qui, très clairement, évoque la nécessité d'un accord avec Israël.

Le Proche-Orient, une nouvelle fois, hésite entre guerre et paix. Un général israélien a annoncé que l'Irak, la Syrie et le Hezbollah se préparent à une guerre possible des Etats-Unis contre l'Irak à l'été ; le nouveau chef de l'armée israélienne a déclaré que le renforcement du Hamas à Gaza nécessitait « une solution de notre part » ; la tension au Liban reste vive. Si la main offerte par le monde arabe à Israël n'est pas saisie, le résultat ne fait malheureusement aucun doute : plus de guerres et plus de chaos dans une région déjà dévastée ...

Source : Carnets du diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

7-2 Point de vue de Azmi Bishara 'Initiative' VS principes.

'Si Israël rejette la position arabe la plus favorable qui soit (pour lui), alors les Arabes devraient peut-être recourir à des demandes maximalistes, et demander à Israël de bien vouloir proposer son propre plan', écrit Azmi Bishara.

D'après les ministres des Affaires étrangères américain et israélien, l'initiative de paix arabe est une position arabe qui n'engage à rien, pour laquelle les Arabes méritent une petite tape dans le dos et un petit coup de coude amical, susceptible de le leur faire modifier. Le simple fait que l'initiative arabe puisse susciter ce genre d'encouragement est précisément ce qui fait que cette initiative n'en est pas une...

Bien entendu, le ministre israélien des Affaires étrangères refuse de croire que cette histoire aurait commencé avant les élections qui l'ont porté au pouvoir, voici quatre années. Après l'échec lamentable de l'école néoconservatrice des relations extérieures dans le monde arabe, et après que la feuille de route se soit si profondément égarée dans un labyrinthe de perdition qu'il faudrait une nouvelle feuille de route pour trouver la sortie, elle a besoin – elle (Tzipi Livni), et son homologue américaine (Condoleezza Rice) – de se passer les nerfs sur quelque chose. Mais leur flexibilité flambante neuve est telle que tout ce qu'elles aperçoivent, c'est une « position » arabe – une position on ne peut plus inopérante...

Ce qu'il aurait peut-être fallu, c'était peut-être une nouvelle initiative arabe, annoncée au plus fort de ces deux administrations. Là, pour le coup, on aurait pu appeler ça une initiative. Mieux encore, peut-être les Arabes devraient faire une nouvelle proposition, tous les trois ou quatre ans, modifiant les « positions » qui constituèrent naguère les points cardinaux de la précédente initiative de paix, afin de calmer toute nouvelle escouade d'envoyés spéciaux américains. Ainsi, en vingt ans, ou quelque chose d'approchant, après que quatre ou cinq gouvernements israéliens et administrations israéliennes soient arrivés aux affaires et en soient repartis, les Arabes approuveront l'annexion par Israël d'une confortable proportion de la Cisjordanie, et ils sauront gré à Israël non seulement de leur avoir demandé de reconnaître non pas seulement Israël stricto sensu, mais également l'Article 7a de sa loi organique, qui le définit comme un Etat à la fois démocratique et juif. Tout est possible, dès lors qu'Israël trouvent des Arabes capables d'arguer du fait qu'il « est préférable d'accepter ce qu'on nous offre maintenant, plutôt que d'être contraints d'accepter pire », bref, qu' « un 'tiens' vaut mieux que 'deux tu l'auras' »...

Tel est le sort qui échoit à une initiative de paix émanant de la dynamique de la faiblesse. Sans victoire rendant les préceptes d'une initiative de paix plus exigeants, ou sans la capacité de modifier l'équilibre des forces en faveur de ses auteurs, l'initiative demeure ni plus ni moins qu'une simple proposition qui n'attend plus que de nouvelles réserves. C'est la raison pour laquelle un preneur d'initiative est soit une partie neutre, désireuse de servir d'intermédiaire entre des parties antagonistes incapables de rejoindre un terrain médian tout seuls, soit un camp victorieux désireux de traduire une victoire militaire en victoire politique, ou encore un parti considérablement supérieur, qui a le pouvoir d'imposer son initiative. Quant à une initiative mise en avant de manière totalement hypothétique, elle ne saurait être interprétée que comme une forme de recul, et elle est certaines d'aiguiser l'appétit de l'adversaire pour de nouvelles concessions. La vie réelle n'est pas faite de ces jeux de simulation auxquels on joue dans les centres d'études stratégiques qui survivent aux dialogues arabo-israéliens...

De cette dernière catégorie d'initiative relève celle dont on voudrait qu'elle apaise l'adversaire et qu'elle cultive les faveurs des alliés. L'initiative arabe (de Riyadh) relève de cette catégorie, et ceux qui la recommandent sont les « amis » des Arabes et leurs conseillers appartenant à la gauche américaine et à la gauche israélienne. D'après ceux-ci, Israël n'a aucune objection contre une solution équitable. Israël a simplement peur que les Arabes ne cherchent à le détruire et à jeter les Israéliens à la mer. Les Israéliens ne sont pas racistes. Non ; ils sont tout juste un petit peu nerveux. Par conséquent, la seule chose qu'ont à faire les Arabes, c'est permettre aux Israéliens de se relaxer. Où les Arabes ont-ils rencontré cette peur, auparavant ? Ah oui ! C'était cette peur qui avait poussé les Palestiniens dans le désert et c'est encore elle qui avait fait que des bombes à fragmentation étaient tombées sur les villages du Sud Liban, sur la vallée de la Beqaa et sur le Jabal Amel... C'est là une peur terrifiante. Aujourd'hui, on attend des Arabes qu'ils sympathisent avec cette peur parfaitement compréhensible du droit au retour des Palestiniens, avec cette peur que Jérusalem ne soit restituée aux Arabes, et avec la peur d'un retrait jusqu'aux frontières d'avant juin 1967. Et immédiatement après viendra la peur d'une rupture de l'unité nationale israélienne. Certains Arabes se sont déjà employés à apaiser de tels malentendus. Ils agissaient vraisemblablement par déférence envers les exigences signifiées par la ministre israélienne des Affaires étrangères à l'occasion de la dernière conférence annuelle de l'Aipac [American Israeli Public Affairs Committee]. Même Benjamin Netanyahu aurait été embarrassé de devoir dire aux Arabes ce que cette douce et modérée ministre des Affaires étrangères a dit, dans son discours adressé au puissant lobby pro-israélien. Ce que les gouvernements arabes doivent faire, a-t-elle dit, c'est normaliser leurs relations avec Israël afin qu'en fin de compte, Israël (et peut-être même les Arabes) puisse(nt) reconnaître le gouvernement palestinien d'union nationale.

La résultante de tous ces efforts arabes, c'est le fait que la situation est devenue de plus en plus perverse, depuis l'initiative arabe, qui fut promptement court-circuitée par la feuille de route. Soudain, Sharon était salué à l'égal d'un homme de paix, bien contre son gré, si bien qu'il fut contraint de tirer la gueule à Sharm Al-Shaïkh tandis qu'il écoutait les Arabes décrire son plan de retrait unilatéral de Gaza comme une étape de mise en pratique de la feuille de route. Et même certains d'entre eux surpassèrent la proposition arabe en faisant preuve d'un esprit d'initiative encore supérieur. Normalement, bien entendu, il s'agit là d'un trait particulièrement positif, d'une qualité hautement appréciée dans les sociétés capitalistes, dès lors qu'elle est l'antonyme de la paresse, de l'indifférence et de l'apathie par lesquelles nous autres, les Orientaux, nous sommes si souvent catalogués. Mais en cette

instance, tout du moins, il n'y eut aucune pénurie d'esprit d'initiative, en particulier quand il s'est agi de faire plaisir aux Américains en acceptant, par exemple, d'abaisser le seuil de la proposition arabe jusqu'au niveau (médiocre) de la feuille de route.

En théorie, tout du moins, la position arabe – par opposition à la position des pays qui ont signé des traités de paix avec Israël – est la suivante : ils ne reconnaissent pas Israël, et la cause palestinienne tourne autour des réfugiés et de la totalité de la Palestine postérieure au partage de 1948. De plus, les résolutions ad hoc de l'Onu, que les Arabes ont approuvées, constituent la base de toute solution juste ; en fonction de ces résolutions, Israël devrait se retirer inconditionnellement jusqu'aux frontières de l'avant juin 1967. L'initiative de paix arabe était, supposait-on, conçue comme un moyen pour combler le fossé entre la position arabe et la position israélienne. Si Israël rejette cette initiative, alors la logique semble commander que les Arabes retournent sur leur position originelle, au lieu de faire de l'initiative un nouveau point de départ pour combler le fossé entre la nouvelle position arabe et la vieille position israélienne. Autrement dit, aussi longtemps qu'Israël s'entêtera à snober l'initiative de paix arabe, ou à la traiter comme un menu à la carte où choisir ce qui lui plaît, puis renvoyer ce qu'il a commandé et exiger des cuisines qu'elles lui envoient quelque chose de nouveau, les responsables arabes devraient se contenter de réitérer leur position originelle, seule alternative possible, et souligner que si Israël n'aime pas le plat du jour, le temps est peut-être venu, pour lui, de produire une initiative de paix de sa fabrication. Quand les Arabes ont produit cette initiative, dans le climat postérieur aux attentats du 11 septembre 2001, ils ont eu tort. Ils n'auraient pu choisir pire moment. Mais maintenant que cette initiative a été unanimement approuvée et signée, ils doivent attendre qu'Israël l'accepte, plutôt que de s'empresser de retourner à de nouvelles délibérations au premier signe de désapprobation de sa part.

Ou, peut-être, mieux, encore : pourquoi ne pas faire tourner un peu les tables ? Si Israël a réellement peur, alors il doit prendre conscience du fait que la reconnaissance arabe et la paix sont les meilleures garanties de sa sécurité et de sa tranquillité. Laissons donc Israël proposer une initiative de paix aux Arabes, qu'ils l'examinent et disent : « Bravo, mais il faudra resserrer quelques boulons, ici ou là, et aussi quelques initiatives concrètes, histoire de calmer nos peurs. » De toutes les manières, il y a plein de choses qu'Israël peut faire pour apporter la preuve de ses bonnes intentions. Il pourrait, par exemple, stopper la construction des colonies et démanteler celles qu'il a promis de supprimer. Il pourrait mettre un terme à sa politique d'assassinats « ciblés ». Il pourrait se conformer à la décision de la cour de La Haye sur le mur de séparation, il pourrait déclarer son intention de se retirer jusqu'aux frontières d'avant juin 1967, il pourrait abroger les lois relatives à l'annexion de Jérusalem et des Hauts Plateaux du Golan. Telles sont en effet les mesures qu'Israël doit prendre, s'il veut rassurer les Arabes quant à sa volonté de paix.

C'est ainsi que les pays – je parle, ici, de pays entièrement souverains – gèrent leurs affaires étrangères, sans considération aucune pour des clivages internes tels ceux entre « modérés » et « extrémistes ». S'ils négocient, ils le font en tant que partenaires de négociations, ils puisent dans leurs forces respectives de manière à adhérer autant que possible à leurs positions de départ. La même logique prévaut en matière de négociations entre une puissance occupante et un peuple soumis à occupation. Tant que la puissance occupante ne reconnaît pas le droit du peuple occupé à l'autodétermination et tant qu'il ne déclare pas son intention de se retirer, vous n'avez pas des négociations, mais une nouvelle forme de brutalité, et appeler les gens assis autour de la table de négociation les « deux parties » ne change strictement rien à cette réalité. C'est la raison pour laquelle les mouvements de libération prennent la résolution de soutenir la résistance et de ne pas négocier avec la puissance occupante, et réussissent, peu ou prou, à réconcilier les exigences de la résistance avec celles de la vie quotidienne, jusqu'au jour où la puissance occupante déclare son intention de lever l'occupation. Ce n'est qu'alors qu'il y a réellement quelque chose à négocier.

En Palestine, le mouvement de libération a changé de piste ; il a commencé à rêver que la puissance occupante finirait par le reconnaître. Une fois ce rêve devenu réalisé, l'Organisation de Libération de la Palestine commença à abriter « deux ailes » ; elle se fragmenta et se réduisit en une hypothétique entité politique consistant en des restes de mouvement de libération ne jouissant d'aucune des prérogatives de la souveraineté. Finalement, toutefois, le peuple sous occupation eut la possibilité de participer à des élections législatives : il élit alors un parlement qui produisit un gouvernement qui rejeta le jeu post-Oslo. Ce gouvernement était déterminé à mener exactement la politique pour laquelle il avait été porté au pouvoir : il tint lieu de mouvement de libération déterminé à combattre l'occupation. En même temps, toutefois, ce gouvernement s'opposa à des négociations avec Israël, mais, afin de demeurer au pouvoir, il délégua des membres de ses partis d'opposition – exactement les mêmes que ceux qui avaient désintégré le mouvement de libération et amené l'entité politique hypothétique à entrer dans des négociations –, sans toutefois inventer un mécanisme qui aurait pu lui permettre de garder les négociateurs sous contrôle.

Autrement dit, le gouvernement n'a peut-être pas négocié, mais il n'a pas fait de son rejet de toute négociation une position dirimante, et il ne disposait plus d'aucun levier lui permettant de s'assurer que des négociations ne mettraient pas en danger les priorités que s'est fixées le mouvement. Peut-être, un jour, se réveillera-t-il pour prendre conscience du fait que, pour Israël et les Etats-Unis, un gouvernement palestinien n'est rien d'autre qu'un président d'Autorité palestinienne flanqué de ses conseillers, qui acceptent de négocier dans les termes dictés par Israël.

Mais laissons ce sujet pour un autre jour...

Azmi Bishara

Al-Ahram Weekly

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

7-3 Commémoration de la 31^{ème} Journée de la Terre ; "Non au Mur. Non à l'Occupation"

Le village de Bil'in est devenu un symbole du combat contre le mur de séparation illégal installé aux terres palestiniennes et dévoré le village de Bil'in en Cisjordanie. La ville a été la scène des manifestations hebdomadaires, auxquelles participent des palestiniens, israéliens et internationaux.

Selon des sources locales, des centaines manifestants ont participé, hier, à l'organisme de la Journée de terre.

Du plus, les participants ont levé des drapeaux palestiniens et des bannières, en assurant leur refus de la continuation de la politique israélienne d'expansion coloniale, en marquant la Journée de la Terre.

Au même contexte, un groupe des agricultures ont planté, hier des plants d'olives dans les terres derrière le mur de séparation installé illégalement aux terres des citoyens palestiniens.

Egalement, les participants ont pénétré les rues principales jusqu'à leur arrive du mur de séparation, où les soldats israéliens installés au port

ont interdit leur entrée, en intensifiant leurs présences militaires pour réprimer cet organisme.

A Bi'iln, les manifestations non-violentes existent depuis plus de deux ans maintenant. Le Mur d'Apartheid israélien a volé environ 60% des terres agricoles de Bi'iln.

Selfit, les sources locales ont indiqué que les habitants de la ville de Salfit avaient fait une grande manifestation pour marquer la Journée de la Terre.

Comme d'habitude, les forces israéliennes ont ouvert le feu lourd contre les participants, en utilisant des bombes de gaz et des lacrymogènes pour disperser la foule, causant des heurtes entre les forces israéliennes et les participants qui ont exprimé la continuation leur lutte jusqu'à la défaite de l'occupation.

Selon ISM, Trois jeunes hommes du village de Rafât ont été arrêtés par les forces israéliennes après la manifestation non-violente qui s'est déroulée sur leurs terres.

Depuis 1976, les palestiniens commémorent la Journée de la terre pour protester contre la colonisation et la confiscation des terres palestiniennes par Israël. C'était le 31^{ème} anniversaire de la "Journée de la Terre", journée où les Palestiniens commémorent le meurtre de six Palestiniens en Galilée en 1976. Les troupes israéliennes ont tué ces manifestants non-violents pendant des protestations pacifiques contre la confiscation des terres palestiniennes. Rafât est situé à côté du bloc de 27 colonies d'Ariel, le plus grand réseau de colonies israéliennes en Cisjordanie.

Le mur autour du bloc d'Ariel sera long de 114 kilomètres et saisira 120.000 dunums de terres agricoles qui produisent environ 30% de la production d'huile d'olive de Cisjordanie. Le mur d'Apartheid est ici très loin de la Ligne verte puisqu'il pénètre à 22 km à l'intérieur de la Cisjordanie.

IPC - 01-04

9 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

9-1 D. Asaad Abdel Rahman : Les deux inséparables : le sionisme et la colonisation.

C'est en 1972 que l'ex-membre de la Knesset israélienne Yechyaho Ben Fort écrit, dans le numéro du 14 juillet de Yediot Ahranot, un article intitulé « l'erreur, la naïveté et le coloriage » : « En réalité, il n'y a pas de sionisme sans colonisation, il n'y a pas d'Etat juif sans l'évacuation des arabes et l'expropriation des terres ».

Ce qu'il écrit constitue l'essence même de la doctrine de « la colonisation ».

C'est en réalité la mise en application de la pensée stratégique sioniste qui adopta la méthode de l'expropriation des terres palestiniennes, après avoir expulsé ses habitants par diverses méthodes et sous différents prétextes, religieux ou encore historiques (mais combien loin de la vérité), afin de rassembler les juifs de la diaspora du monde entier et les installer à la place des palestiniens.

L'objectif : la création d'un Etat conforme à la formule de propagande sioniste : « une Terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

En effet, depuis la création d'Israël, ses leaders ont essayé de dépeindre l'expropriation et la prise des terres palestiniennes comme étant « la réforme » et l'exploitation de terres sauvages, sur lesquelles l'homme n'a pas encore marché !!

Par ailleurs, le droit international considère la colonisation comme illégale : elle constitue une violation claire des droits de l'homme.

L'article 49 du 4^{ème} accord de Genève stipule : « L'Etat occupant ne doit pas faire migrer ou mouvoir de grandes tranches de sa population civile vers les territoires qu'il occupe. »

Cependant, alors que la situation devenait claire au monde, et que les palestiniens comprenaient que la colonisation n'est en réalité que le vol de leurs terres et les terres de leurs pères et aïeux, la colonisation commença à prendre une toute nouvelle forme représentée par l'expulsion et le boycott des palestiniens dans des zones géographiques précises, bordées par des barbelés et des portes qui s'ouvrent et qui se ferment sous ordres israéliens.

Ces derniers temps, les décisions du gouvernement israélien d'augmenter les habitations coloniales en Cisjordanie ont particulièrement augmenté ; par ailleurs, le premier ministre Ehud Olmert a ratifié la modification du tracé du « mur de séparation racial » visant à annexer des poches et blocs coloniaux, particulièrement la ville et les alentours d'al Quds.

En effet, depuis le 16 juin 2002, Israël a commencé la construction du mur de séparation qui morcelle les terres de la Cisjordanie, ajoutant une nouvelle souffrance à celle déjà endurée par les palestiniens.

Depuis cette date, et les efforts d'Ariel Sharon, puis d'Ehud Olmert, visent à appliquer ce plan du « mur » jusqu'au bout : les protestations palestiniennes et mondiales n'ont pas abouti, pas même la décision de la Cour de Justice Internationale à La Haie, qui déclara l'illégalité du mur.

Le gouvernement israélien a pris diverses mesures afin de faire réussir son projet colonial : en parallèle avec sa dernière agression contre le Liban, la construction des poches coloniales a augmenté, comme le démontre le rapport du mouvement « Paix Maintenant » israélienne publié en Février dernier, et qui révèle que « les colons continuent à étendre sans arrêt les colonies, et à consolider celles déjà construites ».

Le rapport affirme que depuis le mois d'avril et jusqu'au mois d'août, la cadence de la colonisation s'est accélérée au point d'augmenter le nombre de colons de Cisjordanie de 5%, atteignant 268000 colons.

Le rapport indique que « les constructions d'habitations dans les colonies soi-disant destinées à la démolition continuent. »

Le mouvement souligne par ailleurs que le projet colonial ne se contente pas de piller les terres palestiniennes publiques et de se les approprier alors qu'elles sont propriétés du peuple palestinien.

En effet, le projet colonial pille et exproprie directement les terres palestiniennes privées.

Le dernier rapport du mouvement « Paix Maintenant » paru le 21 Novembre 2006 avait indiqué que 40% des terres colonisées de la Cisjordanie (130 colonies), s'étendent sur 60000 Dunum de terres palestiniennes enregistrées comme propriétés privées, ces chiffres s'appuient sur les données de « l'administration civile » israélienne.

Vu que les colonies sont le berceau réel de la pensée extrémiste et raciste contre les palestiniens, certaines voix israéliennes s'élèvent en prévenant de la construction de nouvelles colonies.

Ainsi, Rafi Sigal et Eyal Weizman (qui sont deux constructeurs israéliens de gauche), assurent dans leur livre « L'occupation civile... la politique de construction israélienne » que le projet principal fut, et est encore, le morcellement des territoires palestiniens de manière à interdire aux palestiniens tout accès et communication d'un territoire à l'autre.

Les deux écrivains demandent par ailleurs la mise en justice de différents constructeurs israéliens et des compagnies dans lesquelles ceux-ci travaillent face à une Cour Internationale, en les accusant de complicité avec l'occupation illégale, la consolidation de l'injustice envers un peuple occupé, et la transformation de sa vie civile, architecturale et quotidienne ; tout cela en totale violation des traités internationaux tels les accords de Genève. Ils arrivent enfin à la conclusion suivante en affirmant : « la réussite du projet colonial objectif de morcellement a conduit à un cauchemar que l'Etat israélien n'a jamais rêvé ».

C'est ce qu'assure l'écrivain Arnon Sofer dans le quotidien Maariv du 11 août 2005, où il indique que le danger des colons ne concerne pas uniquement les palestiniens, mais il les dépasse et constitue un danger aux juifs eux-mêmes, en disant : « Vous nous conduisez tous, en connaissance de cause, vers une catastrophe horrible afin de protéger une poignée de personnes des Conseils de colonies, totalement égarées et qui commirent durant ces longues années des faits outrageux.

Et voilà que l'on se rend compte soudainement, que la fin de votre période de chaos approche. »

Le quotidien jordanien : al Rai

31-03

Traduction CPI